

Paraguay : Deux ans après l'arrivée au pouvoir de Lugo

Le 15 août 2010, au Paraguay, ce sera le deuxième anniversaire du gouvernement de Fernando Lugo, arrivé au pouvoir dans la journée historique du 20 avril 2008, quand le peuple pauvre, fatigué de 61 années de misère et de répression, a infligé une défaite électorale à l'odieux *Partido Colorado*¹. La confrontation électorale a toutefois donné le pouvoir à un gouvernement de collaboration de classes, un gouvernement qui continuerait à gouverner pour les riches.

Depuis son apparition dans l'arène politique, Fernando Lugo a suscité un légitime sentiment d'espoir dans la majorité du peuple travailleur. Les masses exploitées ont déposé en lui leur confiance et leurs légitimes aspirations à un changement réel.²

Les principales directions sociales et de gauche ont commencé rapidement à prêcher aux masses qu'il fallait soutenir la candidature de Lugo pour obtenir l'« alternance » dans le pouvoir, mettre en échec le « cercle mafieux »³, et ainsi « ouvrir les vannes » et « démocratiser » le pays. La majorité de la gauche paraguayenne en est arrivée à déclarer l'accès de Lugo au gouvernement comme « le premier pas vers le socialisme », ni plus ni moins.

A l'heure actuelle, et considérant les faits, les faits têtus, l'avant-garde et les directions sociales et politiques de gauche au Paraguay doivent se poser des questions, simples mais que nous considérons comme essentielles. Pour quels intérêts de classe Lugo gouverne-t-il ? Qu'est ce qui a changé, effectivement et favorablement, dans la vie de la classe ouvrière, des paysans pauvres, des habitants des quartiers pauvres et des autres secteurs exploités du Paraguay ? Le gouvernement est-il « le nôtre » ?

Quel jeu Lugo joue-t-il ?

Fernando Lugo a déclaré être la « charnière » entre tous les secteurs politiques qui le soutenaient et a annoncé qu'il ne répondrait, sur le terrain idéologique, ni à la droite ni à la gauche. Il a dit que sa politique serait de « centre », comme le *poncho juru*.⁴ Des mots alléchants, des mensonges purs, un piège mortel.

Nous constituons une société divisée en classes sociales qui combattent entre elles, défendant chacune des intérêts antagoniques. Il n'existe pas la moindre possibilité, objectivement, de maintenir la neutralité ou de rester au « centre ». La lutte des classes n'admet pas de points à mi-chemin.

Fernando Lugo gouverne inconditionnellement pour les capitalistes et l'impérialisme. Son gouvernement a trompé cette confiance et ces espoirs populaires. Il a démontré être « plus de la même chose », la continuité lamentable des *Colorados* et, sous certains aspects, même pire.

Il a nommé Dionisio Brode Ministre des finances, le même que sous le gouvernement *colorado* de Duarte Frutos, et il a pactisé avec des secteurs patronaux et des grands propriétaires terriens groupés dans le PLRA.⁵ Au pouvoir, il a commencé à appliquer un véritable « nicanorisme économique »⁶, avec des projets de privatisation⁷ et une forte augmentation de la dette externe à travers la Banque

¹ Le *Partido Colorado* est le principal parti bourgeois au Paraguay. Il a gouverné le pays pendant 61 ans, dont 35 sous la dictature militaire sanguinaire dirigée par Alfredo Stroessner (1954-1989).

² Selon une enquête du MCM, Fernando Lugo disposait de 93% de soutien populaire lorsqu'il a assumé le gouvernement, un score qui dépasse celui du gouvernement qui a suivi la chute de la dictature en 1989.

³ Dans sa campagne électorale, Lugo a réservé sa critique uniquement à la tête du *Partido Colorado*, au « cercle mafieux » qui, selon lui, se serait emparé de ce parti et en aurait détourné les objectifs.

⁴ Une expression en guarani qui signifie « la bouche du poncho ».

⁵ Partido Liberal Radical Auténtico - Parti Libéral Radical authentique : c'est, avec le *Partido Colorado*, le parti bourgeois le plus important, et aussi le plus conservateur et réactionnaire.

Interaméricaine de Développement et la Banque Mondiale qui ont ouvert une ligne de crédit pour le pays de plus d'un milliard de dollars.

Quant à la Réforme Agraire, Lugo annonce des « résultats » seulement pour l'an 2023, et entre-temps, il s'est mis à réprimer brutalement les occupations de terres qui ont eu lieu au début de son gouvernement. Il a militarisé le Nord du pays avec cinq opérations conjointes Armée-Police, entre octobre 2009 et avril 2010. Une de ces opérations s'est déroulée dans le cadre d'un état de siège dans cinq des départements les plus étendus du pays.

La *réforme agraire* de Lugo a eu comme résultat des centaines de paysans poursuivis en justice, emprisonnés, blessés, et plusieurs dirigeants assassinés par la police. C'est avec ce gouvernement « démocratique et progressiste », comme aime l'appeler le PCP⁸, que le Ministère de l'Intérieur et la police ont vu augmenter en flèche leur budget.

La politique de répression s'est accentuée et a glissé vers une « colombianisation » ouverte des forces répressives. Lugo se félicite publiquement des accords qu'il signe avec le gouvernement criminel d'Uribe, qui lui fournit des armes et des conseillers formés aux Etats-Unis.

Le gouvernement de Lugo-PLRA a même arboré la bannière de la fameuse renégociation démocratique du Traité léonin d'Itaipú⁹ avec le Brésil. Gustavo Codas¹⁰ lui-même, le directeur paraguayen de la centrale hydroélectrique « binationale » d'Itaipú, a annoncé la capitulation du gouvernement, en renonçant à « changer la lettre » du traité.

On ne peut pas se passer de mentionner les scandales pour irresponsabilité paternelle et machisme, ou les cas de népotisme grossier dans l'administration publique avec la justification que « la famille a aussi le droit de travailler ».

Le gouvernement de Lugo-PLRA, n'a jamais attaqué les riches ou les intérêts de l'impérialisme, contrairement à ce qu'il fait avec les pauvres. Par exemple, actuellement au Paraguay, le soja enregistre une récolte record et des profits énormes pour les exploitants de ces cultures. Lugo leur a garanti la « paix sociale » et la protection moyennant une répression brutale des luttes paysannes et la cooptation de ses principaux dirigeants.

Sur le terrain de la classe ouvrière urbaine, Lugo a démantelé les droits acquis des fonctionnaires. La persécution syndicale fait fureur et les violations des droits du travail de la part des patrons, comme l'obligation de payer le salaire minimal ou le paiement de l'assurance sociale, restent impunies.

D'autre part, il maintient le ridicule « impôt sur le revenu des entreprises » de 10 %, imposé par le *colorado* Nicanor Duarte.

On pourrait continuer avec le rosaire de faits qui mettent à nu le gouvernement de Lugo, qui a choisi de gouverner avec et pour les puissants du Paraguay et de maintenir le pays soumis aux griffes de l'impérialisme.

Deux positions dans la gauche face au gouvernement

⁶ Du nom de Nicanor Duarte Frutos, dernier président *colorado* avant la victoire de Lugo-PLRA (2003-2008).

⁷ Suite à la crise internationale, Lugo et son équipe d'économistes ont présenté un « plan anti-crise » qui comporte la privatisation de tous les aéroports nationaux et les principales routes du pays. ,

⁸ Parti Communiste Paraguayen

⁹ Le Traité d'Itaipu a donné lieu à la construction du barrage du même nom, à l'époque le plus grand du monde. Par ce traité, signé par les dictateurs paraguayen et brésilien en 1973, le Paraguay est obligé de vendre l'excédent de sa part de 50 % de l'énergie électrique générée exclusivement au Brésil, au prix de revient.

¹⁰ Gustavo Codas est un dirigeant social-démocrate qui a vécu presque 30 ans au Brésil et qui appartenait à l'entourage immédiat des conseillers de Lula à l'intérieur du PT brésilien. C'est pour cela qu'en réalité, Lula dispose de deux directeurs à Itaipu.

Le PT, la section de la LIT-QI au Paraguay, s'est manifesté dans la campagne électorale en 2008 contre le projet de collaboration de classes, que nous appelons Front Populaire, représenté par Lugo. Il a présenté sa propre candidature à la présidence¹¹ et a avancé le drapeaux de l'indépendance de classe, tandis que la grande majorité de la gauche a appelé à voter pour Lugo.

La gauche, que nous pouvons appeler de la gauche *luguiste*, actuellement groupée dans le dénommé Front Guasu¹², a accordé dès le début un chèque en blanc à Lugo. Quand le phénomène était nouveau, cette politique était au moins compréhensible, sans être justifiable. Nous voyons maintenant que, face aux mesures anti-populaires de ces deux années, au lieu de rompre avec le gouvernement et son président, la gauche luguiste soutient et/ou justifie chacune des mesures du gouvernement. En effet, la majorité de la gauche soutient politiquement ce gouvernement bourgeois et continue à prêcher aux masses populaires la confiance en lui et la « patience » envers lui.

Face à chaque mesure répressive ou anti-populaire, les gauches luguistes cherchent à dissimuler ou à diluer toute responsabilité politique de Lugo. De cette façon, tout les éléments négatifs sont « la responsabilité d'un certain ministre ou de la droite réactionnaire ». Quand Lugo déclare l'état de siège, propose l'approbation de la « loi anti-terroriste »¹³ et propose de modifier la Loi de Sécurité Intérieure pour que les forces militaires puissent sortir dans les rues avec des armes de guerre sans avoir besoin de déclarer l'état de siège, la majorité de la gauche a déclaré que tout cela faisait partie « d'un plan de la droite pour éloigner Lugo de ses bases sociales » ou que ce qui est grave dans la loi « anti-terroriste » était ce que « les gouvernements suivants » pourraient en faire.

C'est avec ce cadre politique qu'ils se mettent à freiner ou à dévier des luttes et qu'ils ont déjà avalé plusieurs couleuvres, comme les accords récents de Lugo avec les *colorados* et *oviedistes*¹⁴ - que Lugo disait combattre et qu'il appelait « le cercle mafieux » - dans la répartition des postes au Congrès et dans d'autres hautes sphères de l'Etat.

Pour les forces « démocratiques et progressistes » luguistes, critiquer Lugo équivaut à « faire le jeu de la droite » ou « contribuer au jugement politique »¹⁵. Ces gauches se trompent. Critiquer le gouvernement de Lugo et s'y opposer, par la gauche, n'implique d'aucune manière un appui aux partis putréfiés de la droite traditionnelle. Le PT a toujours dénoncé ces secteurs putschistes rances comme des ennemis déclarés du peuple, ce qui ne l'a pas empêché de dénoncer le gouvernement qui est, en réalité, celui qui leur fait le jeu.

Y a-t-il seulement deux voies ? Pour un troisième espace, de classe et socialiste !

Il faut rompre avec cette supposée « polarisation » entre la droite traditionnelle et le gouvernement de Lugo. Cette croyance, fautive d'ailleurs, est encouragée par la presse bourgeoise. Les médias de masses cataloguent Lugo jusqu'à être « marxiste » et disent qu'il souhaite « imposer » la lutte de classes.

¹¹ Le PT a avancé la candidature de Julio Lopez, un dirigeant syndical et du parti, ensemble avec 273 candidatures ouvrières, paysannes et populaires.

¹² Le Frente Guasu (Front grand, en guarani) est un regroupement de partis « socialistes », social-démocrates et même bourgeois, ensemble avec des directions syndicales, qui se déclare luguiste.

¹³ Par cette loi, toute action qui « contraint » peut être qualifiée par un juge d'« acte terroriste » et les peines vont jusqu'à 30 ans de prison.

¹⁴ Il s'agit du secteur dirigé par l'ancien général Lino César Oviedo, un militaire putschiste responsable de l'assassinat de 6 jeunes lors des événements du « mars paraguayen » de 1999. C'est le « Pinochet » paraguayen.

¹⁵ Le *jugement politique* est une sorte de putsch politique pour démettre le président sans sortir du cadre « légal et institutionnel ». La droite traditionnelle l'utilise constamment pour faire pression sur le gouvernement. Le PT du Paraguay se prononce contre le jugement politique à l'encontre de Lugo.

Les attaques furieuses de la droite traditionnelle contribuent à créer l'impression que le gouvernement de Lugo est de « gauche ». Il est vrai et il est normal qu'il existe des confrontations réelles et des heurts très durs. Toutefois, au niveau stratégique, les deux « blocs » ont la même base : maintenir l'exploitation capitaliste et la soumission du pays à l'impérialisme, en mettant en échec le mouvement social. La lutte est pour qui contrôle les rennes de l'Etat et... les affaires depuis le pouvoir.

Ou la droite réactionnaire ou le gouvernement de Lugo, voilà un faux dilemme. Socialistes révolutionnaires et militants honnêtes du mouvement social, nous ne devons pas tomber dans la tromperie.

Il revient aux masses travailleuses de la campagne et de la ville d'ouvrir la voie vers la construction d'une alternative à gauche du luguisme, un troisième espace politique qui s'oppose tant à la droite traditionnelle qu'au gouvernement de Lugo.

Pour la LIT-QI et le PT du Paraguay, cette tâche est urgente et nécessaire et nous nous situons comme un outil politique au service de celle-ci.

Cadre

Le mouvement syndical paraguayen commence à se redresser

Dans les derniers mois, nous avons assisté au Paraguay à une succession de luttes syndicales, de manifestations et de grèves, d'ampleur et de dénouements divers.

Le 17 juin dernier, le Bureau de Coordination Syndicale (MCS), en unité d'action avec d'autres secteurs syndicaux, a pris l'initiative d'une marche de plus de 8 000 travailleurs étatiques pour exiger le respect du droit acquis des 6 heures de travail dans le secteur public. Cela fait plus d'une décennie qu'il n'y a pas eu une telle marche et un tel meeting. Actuellement, la classe ouvrière manifeste un militantisme prometteur. Ce sont des symptômes qui expriment un processus lent mais continu de récupération du mouvement syndical.

Les actuelles directions des centrales traditionnelles ont abandonné tous les principes du syndicalisme de classe pour se transformer en appuis du gouvernement de Lugo-PLRA.

C'est pour cela qu'il est impérieux de renouveler la direction syndicale. Dans ce cadre, un facteur important est l'apparition et la consolidation du Bureau de Coordination Syndicale (MCS).

Les luttes ont lieu dans des conditions très dures et leurs résultats combinent des succès, des avancées, ainsi que des coups et des reculs provoqués par les attaques conjointes dont elles font l'objet.

L'essentiel, toutefois, est le processus d'ensemble qui exprime un mouvement de renforcement de l'organisation et des luttes du secteur ouvrier.

Un pas vers la réorganisation : une nouvelle centrale

Le processus ouvert par le Bureau de Coordination Syndicale, en fonction des nécessités de la classe dans son ensemble, a ouvert le processus de constitution d'une Centrale qui devra agglutiner des travailleurs du secteur public et du privé. La proposition inclut, en outre, des organisations paysannes, indigènes et des secteurs des quartiers.

Pour faire face aux luttes présentes et futures, il faut une organisation supérieure qui centralise les organisations et les luttes afin d'améliorer les conditions de lutte et d'augmenter les possibilités de conquêtes. Ce processus se propose de se construire sur les principes de solidarité, d'indépendance de classe, d'autonomie syndicale, de démocratie ouvrière et d'internationalisme prolétarien.

Nous le PT et la LIT-QI, nous engageons tous nos efforts militants pour soutenir ce processus, dans la conviction qu'il signifie un pas de poids pour la lutte pour les intérêts socio-économiques et politiques de la classe ouvrière du Paraguay.